

CSP D'ANTONY
50, AVENUE GALLIENI
92160 ANTONY
Tel : 01 55 59 06 00
Fax : 01 55 59 06 43

COMPTE RENDU

D'INFRACTION INITIAL

**faisant suite à une PPEL
PV n° 00963/2016/007005**

Code INSEE : 92002

VICTIME	Monsieur CARRIÈRE Mathieu		
	né le 09/08/1991 à LOUISVILLE (ETATS UNIS), de nationalité FRANCAISE, INGENIEUR, Demeurant : 65, BD DU MARECHAL JOFFRE à BOURG-LA-REINE 92340 (HAUTS DE SEINE) Précisions : 5E ETAGE - 2E EPORTE GAUCHE Téléphone domicile : 06/82/61/13/23		
Préjudice	Butin : A Evaluer	Dégâts :	Préjudice :
INFRACTION(S)	VOL SIMPLE EMISSION DE CHEQUE VOLE		
FAIT			
Date/Lieu	Le 23/11/2016 (MERCREDI) 4, BD VINCENT AURIOL à TOURNEFEUILLE (HAUTE GARONNE) Précisions : AGENCE CREDIT AGRICOLE		
Véhicule			
Personnes remarquées	néant.		
Manière d'opérer			
Mobile			
OBJET :	Moyen(s) de paiement : 3. --- Moyen(s) de paiement : 1 "CHEQUIER", qualifiant : VOLE, en EURO, émis(es) par : CREDIT AGRICOLE se situant à : 4 BD VINCENT AURIOL A TOURNEFEUILLE (31170), Numéro de compte : 20006105714, au nom de CARRIERE Mathieu, domicilié(e) à : 65 BD MARECHAL JOFFRE A BOURG LA REINE (92340), Précisions : CHEQUIER CONTENANT LES FORMULES VIERGES 3743205 A 3743248 --- Moyen(s) de paiement : 1 "FORMULE DE CHEQUE", qualifiant : VOLE d'une valeur unitaire de 3200,00 euro(s), en EURO, émis(es) par : CREDIT AGRICOLE se situant à : 4 BD VINCENT AURIOL A TOURNEFEUILLE (31170), Numéro de compte : 20006105714, au nom de CARRIERE Mathieu, domicilié(e) à : 65 BD MARECHAL JOFFRE A BOURG LA REINE (92340), Précisions : FORMULE N°3743210 --- Moyen(s) de paiement : 1 "FORMULE DE CHEQUE", qualifiant : VOLE d'une valeur unitaire de 851,13 euro(s), en EURO, émis(es) par : CREDIT AGRICOLE se situant à : 4 BD VINCENT AURIOL A TOURNEFEUILLE (31170), Numéro de compte : 20006105714, au nom de CARRIERE Mathieu, domicilié(e) à : 65 BD MARECHAL JOFFRE A BOURG LA REINE (92340), Précisions : FORMULE N°3743208		

P. V. : n°2016/007005

Affaire contre X

VOL ET UTILISATION
FRAUDULEUSE DE MOYEN DE
PAIEMENT

Pièces jointes :

Scellés : non

Transmis à Madame le Procureur de
la République TGI de Nanterre
OSTER Emmanuelle
COMMISSAIRE DE POLICE
Le

PROCES-VERBAL

L'an deux mil seize,

Le vingt cinq novembre, à neuf heures quarante

Nous, CORENTIN DENIS
BRIGADIER DE POLICE
En fonction CSP ANTONY

OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE en résidence CSP ANTONY

--- Etant au service, ---

--- Constatons que se présente la personne dénommée supra qui nous déclare avoir été victime d'un vol de chéquier et de deux émissions de chèques volés, le 23/11/2016, à son agence bancaire, située à Tournefeuille (31), le 23/11/2016. ---

--- Dès lors, agissant en préliminaire, ---

--- Vu les articles 75 et suivants du code de procédure pénale, ---

--- **SUR LES FAITS** : ---

--- "Le Mercredi 23/11/2016, en début de journée, j'ai vérifié l'état de mon compte bancaire, que je détiens auprès de l'agence CREDIT AGRICOLE, sise 4 boulevard Vincent Auriol à Tournefeuille (31170), numéro 20006105714. ---

--- A cette occasion, j'ai constaté qu'un chèque d'un montant de 3200 euros avait été débité. ---

--- N'étant pas à l'origine de cette opération, j'ai immédiatement contacté mon agence bancaire. ---

--- Mon interlocuteur m'a expliqué qu'un chéquier vierge et complet avait été envoyé à mon adresse, par pli postal. ---

--- J'ai indiqué que je n'avais jamais reçu celui-ci. ---

--- On m'a alors expliqué que le chéquier contenait les formules numérotées de 3743205 à 3743248. ---

--- J'ai fait opposition sur le chéquier complet. ---

--- Je n'ai pu obtenir aucune information sur la première formule frauduleusement utilisée, à part le numéro de celle-ci, à savoir le 37432210. ---

--- Je sais également que ce chèque n'a pas été encaissé auprès du crédit agricole. ---

--- On m'a expliqué qu'une autre formule de chèque allait m'être débitée, pour un montant de 851,13 euros. ---

--- Cette seconde formule supporte le numéro 37432208. ---

--- Je sais juste que ce débit est effectif depuis hier, mais je n'ai aucune autre information complémentaire à ce sujet. ---

--- C'est la première fois que je suis victime de ce type de fait. ---

--- Je n'ai pas de soupçon sur le ou les auteurs de ce vol de chéquier et des émissions des deux formules dérobées. ---

--- Je vous remet le relevé de mon compte mentionnant les deux débits frauduleux sus mentionnés. ---

--- Je dépose plainte contre personne non dénommée pour vol de chéquier et émissions de chèques volés. ---

--- Je prends acte que le fait de dénoncer mensongèrement, à l'autorité judiciaire ou administrative, des faits constitutifs d'un crime ou d'un délit, qui ont exposé les autorités judiciaires à d'inutiles recherches est puni de six mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende. ---

--- Je prends acte que conformément aux dispositions de l'article 15-3 alinéa 2 du Code de Procédure Pénale, vous me remettez un récépissé de déclaration et, à ma demande, une copie du présent procès-verbal de dépôt de plainte. ---

--- Je prends acte que je ne serai avisé des suites de l'enquête qu'en cas de recherche positive. ---

--- Vous m'informez des dispositions de l'article 10-2 du Code de Procédure Pénale, à savoir le droit : ---

--- D'obtenir la réparation de mon préjudice, par l'indemnisation de celui-ci ou par tout autre moyen adapté, y compris, s'il y a lieu, une mesure de justice restaurative ; --- ,

--- De me constituer partie civile soit dans le cadre d'une mise en mouvement de l'action publique par le parquet, soit par la voie d'une citation directe de l'auteur des faits devant la juridiction compétente ou d'une plainte portée devant le juge d'instruction ; ---

--- D'être, si je souhaite me constituer partie civile, assisté d'un avocat que je peux choisir ou qui, à ma demande, est désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats près la juridiction compétente, les frais étant à ma charge sauf si je remplis les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle ou si je bénéficie d'une assurance de protection juridique ; ---

--- D'être aidé par un service relevant d'une ou de plusieurs collectivités publiques ou par une association conventionnée d'aide aux victimes ; ---

--- De saisir, le cas échéant, la commission d'indemnisation des victimes d'infraction, lorsqu'il s'agit d'une infraction mentionnée aux articles 706-3 ou 706-14



du présent code ; ---

--- D'être informé sur les mesures de protection dont je peux bénéficier, notamment les ordonnances de protection prévues au titre XIV du livre Ier du code civil. Je suis également informée des peines encourues par les auteurs des violences et des conditions d'exécution des éventuelles condamnations qui pourraient être prononcées ; ---

--- Si je ne comprends pas la langue française, de bénéficier d'un interprète et d'une traduction des informations indispensables à l'exercice de mes droits ; ---

--- En cas de minorité, d'être accompagné, à ma demande, à tous les stades de la procédure, par un représentant légal ou par la personne majeure de mon choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente ; ---

--- De déclarer comme domicile l'adresse d'un tiers, sous réserve de l'accord exprès de celui-ci. ---

--- Je n'ai rien d'autre à ajouter." ---

--- Après lecture faite personnellement, le déclarant persiste et signe avec nous le présent procès verbal, à dix heures cinq. ---

Le déclarant



L'O.P.J.



--- De même suite, ---

--- Annexons au présent procès-verbal, le relevé bancaire remis par la victime. ---

--- Dont mention. ---

L'O.P.J.

